



Association de la Ville et des Communes  
de la Région de Bruxelles-Capitale asbl

Vereniging van de Stad en de Gemeenten  
van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vzw



**Madame Céline FREMAULT**  
**Ministre chargée de l'Environnement**  
**Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale**  
**Rue Capitale Crespel, 35**  
**1050 BRUXELLES**

Nos réf. : COO/EVO/sup

Contact : Olivier Evrard (tél. 02/238.51.45)

Annexes : (2)

Bruxelles, le 18 mars 2016

Madame la Ministre,

**Concerne : Projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués – Avis de l'Association**

Nous nous référons à votre courrier du 5 février 2016 nous invitant à formuler notre avis relativement au projet de réforme de l'ordonnance dont question ci-dessus.

Nous vous remercions vivement d'avoir décidé de consulter notre Association. Cependant, nous nous permettons d'attirer votre attention sur le fait que les délais impartis permettent difficilement de rendre un avis circonstancié sur un projet de cette ampleur. De plus, vu la technicité du texte et ses implications importantes pour les communes, nous souhaitons que les administrations communales puissent bénéficier d'une présentation du projet et d'un échange de vues avec les membres de votre administration.

Le projet de réforme introduit plus de souplesse dans le traitement des dossiers relatifs aux sols pollués ou potentiellement pollués. Ces améliorations sont les bienvenues dans la mesure où une application stricte de l'ordonnance est susceptible d'entraîner des conséquences absurdes ou inutilement coûteuses.

Notre association se réjouit de certaines améliorations, qui font suite aux observations émises dans le cadre de l'enquête de satisfaction à laquelle ont participé, fin 2014, toutes les parties prenantes du secteur.

Toutefois, certaines demandes sont restées lettre morte ou n'ont pas été transposées d'une manière qui offre une réponse effective et satisfaisante aux problèmes pratiques que cette enquête ont permis de soulever. Pour de plus amples développements, nous vous renvoyons à la note en annexe.

Nous insistons pour que la réforme permette de concilier la nécessaire protection de l'environnement et de la santé humaine avec l'objectif déclaré de simplification administrative, en particulier, pour les administrations communales, l'articulation optimale entre la législation relative aux sols pollués et les procédures de délivrance des permis d'urbanisme et d'environnement.

Enfin, nous saluons les projets actuellement portés par Bruxelles Environnement, projets qui visent une optimisation de l'accès au contenu de la base de données Sols via le système NOVA (pour la délivrance des permis d'environnement et d'urbanisme) et la création d'une plateforme informatique facilitant l'échange d'informations entre les communes et l'administration régionale (sur le modèle d'Autonet, pour les permis d'environnement). La bonne réalisation de ces projets doit reposer sur une collaboration étroite avec le CIRB, les communes et l'AVCB.

Restant à votre disposition pour toute information complémentaire, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre très haute considération.



Marc COOLS  
Président



Association de la Ville et des Communes  
de la Région de Bruxelles-Capitale asbl

Vereniging van de Stad en de Gemeenten  
van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vzw



---

## Annexe

# Avis relatif à l'avant-projet d'ordonnance modificatrice de l'Ordonnance relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués

---

Le projet de réforme introduit plus de souplesse dans le traitement des dossiers relatifs aux sols pollués ou potentiellement pollués. Ces améliorations sont les bienvenues dans la mesure où une application stricte de l'ordonnance est susceptible d'entraîner des conséquences absurdes ou inutilement coûteuses.

Le projet prend partiellement en compte les conclusions de l'enquête de satisfaction à laquelle ont participé, fin 2014, toutes les parties prenantes du secteur.

Toutefois, certaines demandes sont restées lettre morte ou n'ont pas été transposées d'une manière qui offre une réponse effective et satisfaisante aux problèmes pratiques que cette enquête ont permis de soulever.

L'Association insiste pour que la réforme permette de concilier la nécessaire protection de l'environnement et de la santé humaine avec l'objectif déclaré de simplification administrative, en particulier, pour les administrations communales, l'articulation optimale entre la législation relative aux sols pollués et les procédures de délivrance des permis d'urbanisme et d'environnement.

Notre association se réjouit de certaines améliorations (qui font partiellement suite aux observations émises dans le cadre de l'enquête de satisfaction) :

- Clarté accrue de l'ordonnance grâce à la restructuration du texte et à la clarification de certaines notions ;
- Insertion des traitements d'assainissement minimes et limités ;
- Possibilité de considérer plusieurs unités techniques et géographiques au sein d'une parcelle cadastrale ;
- Possibilité de réduire la zone à étudier ;
- Création de dispenses ;
- Meilleure justification du classement d'une parcelle en catégorie zéro ;
- Création du fonds gasoil ;
- Limitation de l'obligation de réaliser une reconnaissance de l'état du sol dans le cadre de l'introduction des permis d'urbanisme et d'environnement ;
- Suppression de l'enquête publique pour les projets d'assainissement.

Par contre, nous regrettons que plusieurs demandes formulées lors de l'enquête de satisfaction n'aient pas été prises en compte :

- Clarifier l'articulation entre la déclaration de conformité du projet de gestion du risque ou d'assainissement et le permis d'environnement pour les chantiers destinés à l'assainissement du sol (rubrique 29 - classe 1 B) ;
- Rendre les délais de l'ordonnance sols compatibles avec ceux imposés pour les projets subventionnés comme les contrats de quartier durables ;
- Ne pas rendre impossible les procédures d'expropriation en extrême urgence (délais pour l'obtention de l'attestation préalable et pas d'accès au terrain pour réaliser les forages) ;
- Clarifier les faits générateurs des reconnaissances de l'état du sol (RES) et l'autorité compétente pour statuer sur la nécessité de réaliser une RES ;
- Suspendre d'office les délais d'instruction et d'exécution des permis d'urbanisme et d'environnement lorsque le demandeur est tenu d'effectuer toutes obligations qui découlent de la RES et qui sont de nature à entraver la mise en œuvre du permis ;
- Parallèlement, les arrêtés d'exécution du CoBAT et de l'ordonnance relative aux permis d'environnement déterminant la composition des dossiers de demande, devraient être adaptés pour y inclure l'attestation de dépôt de la RES auprès de l'IBGE.

Enfin, nous saluons les projets portés par Bruxelles Environnement, projets qui visent une optimisation de l'accès au contenu de la base de données Sols via le système NOVA (pour la délivrance des permis d'environnement et d'urbanisme) et la création d'une plateforme informatique facilitant l'échange d'informations entre les communes et l'administration régionale (sur le modèle d'Autonet, pour les permis d'environnement). La bonne réalisation de ces projets doit reposer sur une collaboration étroite avec le CIRB, les communes et l'AVCB.



## Bijlage

# Advies ivm het voorontwerp van ordonnantie tot wijziging van ordonnantie 5/3/2009 betr. het beheer en de samering van verontreinigde bodems

Het ontwerp van hervorming versoepelt de behandeling van dossiers betreffende (mogelijk) verontreinigde bodems. Die verbeteringen zijn welkom aangezien een strikte toepassing van de ordonnantie absurde of nodeloos dure gevolgen kan hebben.

Het ontwerp houdt deels rekening met de conclusies van de tevredenheidsenquête waaraan eind 2014 alle deelnemers uit de sector meewerkten.

Bepaalde suggesties zijn dode letter gebleven of werden niet omgezet op een manier die een effectief en bevredigend antwoord biedt op de praktische problemen die de enquête aankaarte.

De Vereniging dringt erop aan dat de hervorming zowel streeft naar de nodige bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid met het oog op administratieve vereenvoudiging, in het bijzonder voor de gemeentebesturen, als een optimale band tussen wetgeving betreffende verontreinigde bodems en de procedures voor de afgifte van stedenbouwkundige en milieu-vergunningen.

Onze Vereniging is verheugd over bepaalde verbeteringen (die gedeeltelijk aansluiten bij de opmerkingen die uit de tevredenheidsenquête naar voren kwamen):

- Duidelijkere ordonnantie dankzij de herstructurering van de tekst en de verduidelijking van bepaalde begrippen
- Invoering van minieme en beperkte saneringsbehandelingen
- Mogelijkheid om verschillende technische en geografische eenheden te beschouwen binnen een kadastraal perceel
- Mogelijkheid om de te bestuderen zone te beperken
- Invoering van vrijstellingen
- Betere basis voor het klasseren van een perceel in categorie 0
- Creatie van het stookoliefonds
- Beperking van de verplichting tot verkennend bodemonderzoek in het kader van de invoering van stedenbouwkundige en milieuvergunningen
- Afschaffing van het openbaar onderzoek voor saneringsprojecten

Wij betreuren daarentegen dat verschillende vragen die geformuleerd werden in het kader van de tevredenheidsenquête, niet in aanmerking genomen werden:

- Verduidelijking van de link tussen de conformiteitsverklaring van het ontwerp van risicobeheer of sanering en de milieuvergunning voor werken met het oog op bodemsanering (rubriek 29 klasse 1B)
- De termijnen van de bodemordonnantie compatibel maken met de vastgelegde termijnen voor gesubsidieerde projecten zoals duurzame wijkcontracten
- De procedures voor onteigening in hoogdringendheid niet onmogelijk maken (termijnen voor het verkrijgen van het voorafgaand attest en geen toegang tot het terrein voor boringen)
- Verduidelijking van de feiten die aanleiding geven tot een verkennend bodemonderzoek en de bevoegde overheid om te oordelen over de nood eraan

- Ambtshalve schrapping van de termijnen voor onderzoek en uitvoering van stedenbouw-kundige en milieuvergunningen als de aanvrager verplicht is om alle verplichtingen uit te voeren die voortvloeien uit het verkennend bodemonderzoek en die de uitvoering van de vergunning in het gedrang kunnen brengen
- Parallel zouden de uitvoeringsbesluiten van het BWRO en de ordonnantie betreffende de milieuvergunningen tot bepaling van de samenstelling van de aanvraagdossiers aangepast moeten worden om er het attest van indiening van het verkennend bodemonderzoek bij het BIM in op te nemen.

Tot slot zijn wij verheugd over de plannen van Leefmilieu Brussel met het oog op de optimalisering van de toegang tot de inhoud van de gegevensbank "bodems" via het systeem NOVA en de creatie van een informaticaplatform ter vereenvoudiging van de uitwisseling van informatie onder gemeenten en gewestadministratie (volgens het model van Autonet, voor milieuvergunningen). De goede uitvoering van deze projecten berust op nauwe samenwerking met het CIBG, de gemeenten en de VSGB.